



**Archives** Jacques Tati, six chefs-d'œuvre et puis s'en va



**leMag**

**Libération**

SAMEDI 17 ET DIMANCHE 18  
NOVEMBRE 2012  
www.liberation.fr

L'historien Benjamin Stora raconte comment s'est noué le lien passionnel unissant l'ex-métropole à sa plus importante population immigrée.

**Algériens en France :  
la saga des «invisibles»**

MANUEL BRAUN

## LE CASTING DU 17 NOVEMBRE 2012



RENCONTRE

**Benjamin Stora**  
**La guerre d'Algérie**  
**vue des bidonvilles**

Commissaire de l'expo «Vies d'exil, 1954-1962», l'historien évoque le destin des Algériens en France pendant cette période.

MANUEL BRAUN

REPORTAGE

**Abou Nasser**  
**Dans l'enfer d'Alep**

Malgré les tirs d'obus ou les snipers, l'agent immobilier syrien distribue des vivres aux habitants piégés dans la ville depuis l'entrée des rebelles en juillet.

LUC MATHIEU

HAPPENING

**Dalida**  
**Un coup de rouge**  
**dans le nez**

En préambule à la Journée des droits de l'enfant, Clowns sans frontières grime ce week-end les statues à Paris et en région.

CHRISTOPHE RAYNAUD DE LAGE



LA SEMAINE DE L'ÉCRIVAIN

**Marc Biancarelli**  
**Le meilleur des**  
**mondes possibles**

Sur l'île de Beauté, avec la gangrène spéculative, les champignons se font rares. Mais, le dernier Goncourt, corse, va tout sauver.

DIANE ÉGAULT

BOURRE-PAF

**Arnaud Lagardère**  
**«Quel beau cadeau,**  
**mon amour !»**

Est-ce une Porsche, un week-end à Pithiviers-en-Gâtinais ou un tatouage qu'a offert le capitaine d'industrie à la belle Jade?

LAURENT TROUDE

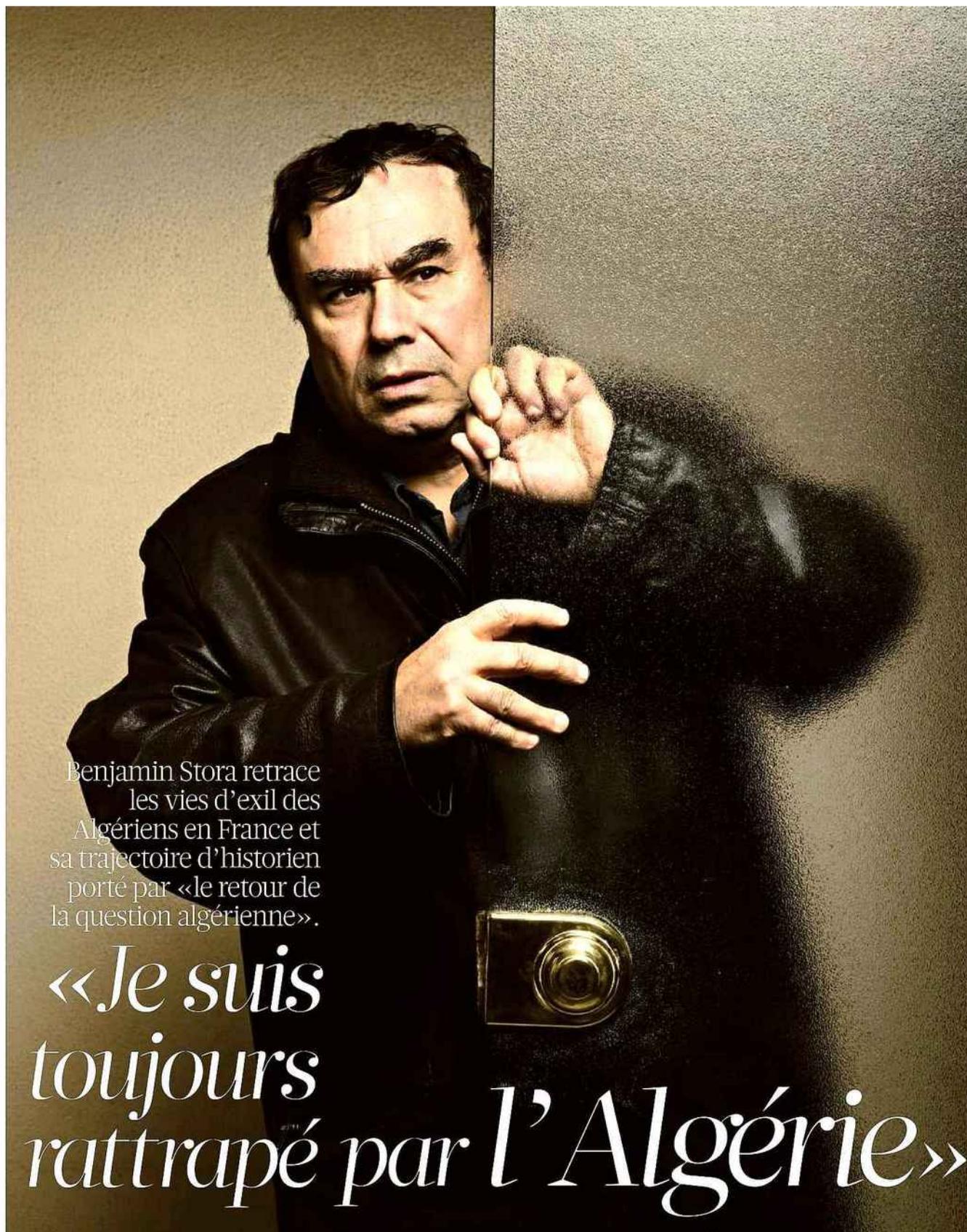
JE ME SOUVIENS

**Jacques Tati**  
**Jour de fête**  
**sans lendemain**

Le cinéaste meurt à l'âge de 74 ans. Ethnographe de la société française, il laisse six films plein d'humour, de tact et de tendresse.

RUE DES ARCHIVES. RDA

◀ LE MAG RENCONTRE ▶



Benjamin Stora retrace les vies d'exil des Algériens en France et sa trajectoire d'historien porté par «le retour de la question algérienne».

«Je suis toujours rattrapé par l'Algérie»

**Benjamin Stora,**  
le 31 octobre.

Recueilli par **CORINNE BENSIMON**  
Photo **MANUEL BRAUN**

Ils étaient 220 000 à la veille de la guerre d'Algérie en 1954, le double à l'indépendance en 1962. Ils vivaient dans les bidonvilles de Nanterre, Gennevilliers, les cafés, hôtels et garnis de Paris, Lyon, Marseille, aux confins de la société française en pleine expansion. Des hommes, jeunes, ouvriers, sans statut clair – ni étrangers puisque leur Algérie natale était la France, ni vraiment français puisqu'ils étaient classés « Français musulmans d'Algérie ». « *Des invisibles* », dit l'historien Benjamin Stora, dont « l'invasion » était pourtant redoutée. Le récent hommage rendu par François Hollande aux victimes de la répression de la manifestation appelée le 17 octobre 1961 par le Front de libération nationale (FLN), qui avait rassemblé des dizaines de milliers d'Algériens, a remémoré leur existence, et leur engagement pour l'indépendance au cœur même de la puissance coloniale. Mais qui étaient-ils, ces migrants qui ont nourri à la fois les usines des Trente Glorieuses et le nationalisme algérien ? Et pourquoi nombre d'entre eux sont-ils restés en France après l'indépendance, en exil de l'avenir qu'ils avaient dessiné, formant le socle de l'immigration algérienne (aujourd'hui la plus importante de France) et le creuset de la génération « beur », première à dénoncer les limites du modèle assimilationniste français ? Qu'est donc devenue leur histoire ?



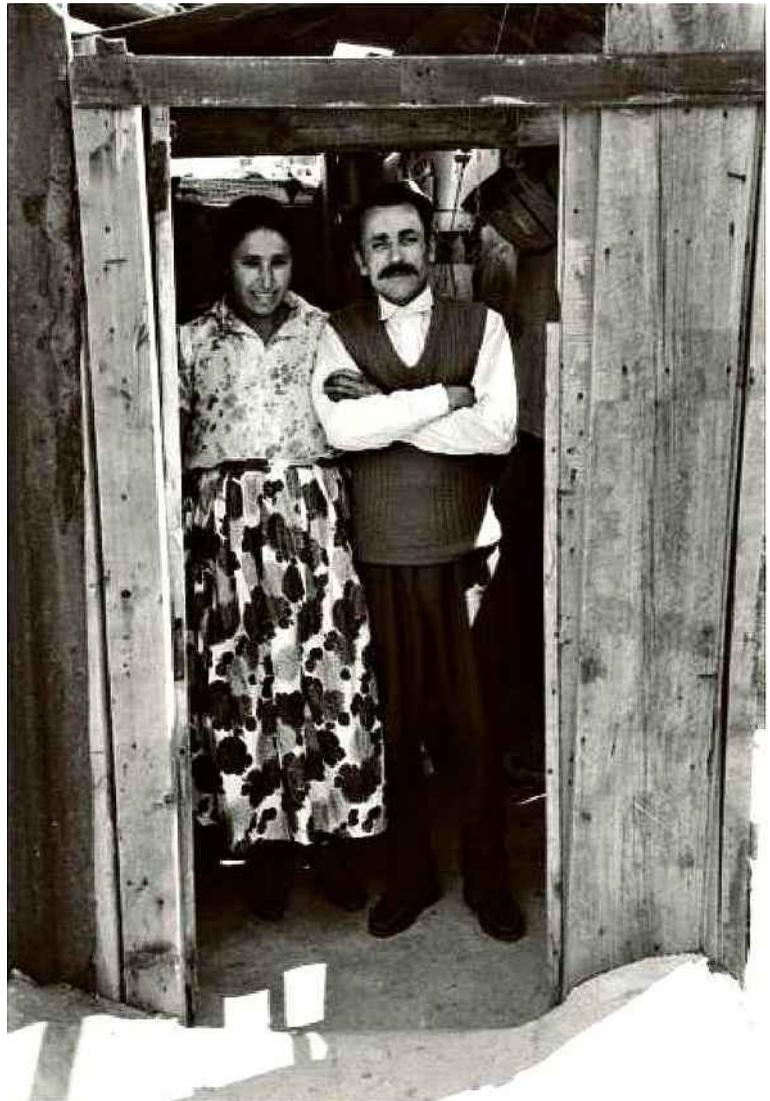
Une famille algérienne logée dans un appartement neuf à Gennevilliers, en 1955. PHOTO PIERRE BOULAT CITE NATIONALE DE L'IMMIGRATION (CNHI)

«Vies d'exil, 1954-1962. Des Algériens en France pendant la guerre d'Algérie», l'exposition proposée jusqu'en mai par la Cité nationale de l'histoire de l'immigration (CNHI) au Palais de la Porte Dorée, à Paris, met pour la première fois en lumière cette population qui a vécu au centre du théâtre métropolitain de la guerre d'Algérie. Inaugurée par Aurélie Filippetti, dans ce musée dont le baptême en 2007 avait été boudé par les ministres de Sarkozy, elle est signée par deux commissaires : la jeune chercheuse Linda Amiri et Benjamin Stora (1). Ce dernier, professeur à l'université Paris - XIII et à l'Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco), auteur d'une trentaine de livres sur le Maghreb et la guerre d'Algérie, est l'historien phare de cette année anniversaire de l'indépendance algérienne. Un sujet qui enflamme – encore – les politiques, et passionne les Français, comme en témoigne le succès de ses dernières productions (2).

Dans son bureau où veille une photo de la ville où il est né en 1950, Constantine, il a évoqué pour *Libération* les traces de cette immigration singulière et l'évolution de la société française face à un passé colonial qui est également l'objet de son dernier livre, *Voyages en postcolonies*. Il raconte aussi sa trajectoire de chercheur, longtemps solitaire avant d'être porté par «le retour de la question algérienne» et son parcours politique de jeune trotskiste des années 70 devenu proche de François Hollande.

**On découvre, au fil de l'exposition, ces Algériens qui viennent toujours plus nombreux trimer en métropole et aspirent en même temps à l'indépendance de leur pays. Quel est donc leur rapport à la France ?**

Dual. Il est la combinaison d'une fidélité au nationalisme algérien et d'une forme d'attachement à la culture française, son mode de



Dans le bidonville de La Folie à Nanterre. PHOTO MONIQUE HERVO BIBLIOTHÈQUE DE DOCUMENTATION INTERNATIONALE CONTEMPORAINE (BDIC) MHC

vie, ses libertés. C'est là un trait majeur de l'immigration algérienne, qu'on ne trouve dans aucune autre, qu'elle soit polonaise, italienne, portugaise, arménienne, marocaine ou tunisienne. Cette dualité particulière est liée à la durée de la colonisation de l'Algérie – cent trente-deux ans, c'est énorme, sans commune mesure avec celle du Maroc ou de la Tunisie – et au formidable pouvoir d'attraction et d'assimilation qu'avait la France à l'époque. On oublie trop souvent que, durant tout ce temps, la culture française a aussi pénétré la société musulmane en Algérie. Ainsi s'est créé très tôt un espace culturel mixte qui, à l'insu de la métropole, a nourri les aspirations nationalistes algériennes. Car la France a un double visage : elle est la puissance coloniale, l'opresseur, l'occupant, mais aussi la patrie des droits de l'homme. Les Algériens qui viennent y travailler sont comme tous les immigrés, ils fuient la misère, mais ils y découvrent aussi des libertés inconnues dans l'Algérie coloniale. Ils chercheront donc, d'une certaine façon, à s'intégrer tout en étant fidèles au nationalisme algérien. Un film de fiction a réussi à montrer ce dualisme : *Vivre au paradis*, de Bourlem Guerdjou (1997). On y voit un Algérien qui vit dans le bidonville de Nanterre, verse sa cotisation au FLN, et dont l'obsession est de s'insérer socialement en France, de trouver un trois pièces dans un HLM pour sa femme et ses enfants.

#### Comment s'est construit ce lien si particulier ?

Il faut se rendre compte que tout cela se fait sur un temps long. L'immigration algérienne en France est aussi très ancienne. En 1939, elle compte déjà 100 000 personnes, venues en majorité de Kabylie. Mais elle a commencé

bien avant, au début du XX<sup>e</sup> siècle, avec la participation des soldats et travailleurs coloniaux en 1914-1918. Ils entendront, en France, l'appel aux peuples lancé par le président Wilson, les échos du mouvement ouvrier issu de la révolution russe de 1917 et de la révolution kémaliste en Turquie. Et c'est à Paris, en 1926, que naîtra le mouvement nationaliste algérien, avec l'Etoile nord-africaine créée par Messali Hadj, auquel restera fidèle la grande majorité des Algériens travaillant en France dans les années 50.

Ainsi, durant toute la guerre d'Algérie, la métropole est le lieu de la légitimation du combat politique. C'est là que viennent vivre des intellectuels et écrivains nationalistes, comme Kateb Yacine ou Mohammed Dib. Cette coexistence entre fierté nationaliste et proximité culturelle avec la France va durer très longtemps – Ferhat Abbas, premier président de l'Assemblée constituante en 1962, prononce son discours en français. Ce rapport dual est transmis aux enfants, et habite aussi les immigrations suivantes, celles d'après l'indépendance.

#### Ces travailleurs ne sont pourtant pas français...

Jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, ils sont, comme tous les musulmans d'Algérie, des «sujets français», en vertu de ce grand paradoxe qui veut que la République française, laïque, détermine alors la citoyenneté en fonction de la religion... En 1947, un pas est franchi vers leur intégration, que réclament des oulémas et des notables comme Ferhat Abbas depuis les années 30 : ils deviennent des «Français musulmans d'Algérie», des FMA, acquérant un droit de vote qui est restreint pour ceux vivant en Algérie – où les élections seront truquées dès 1948 – et total pour



La danseuse Sherazade devant le cabaret El Djazair à Paris. Du FLN, elle dira : «Il fallait donner. On était obligés.» PHOTO COLLECTION PARTICULIÈRE



Contrôle d'identité dans le douar («groupement d'habitations») de Gennevilliers en 1955.  
PHOTO PIERRE ECHELAT  
COSMOS CNHI

## ALGÉRIENS DE FRANCE : L'HISTOIRE DES «INVISIBLES»

ceux travaillant en France. Mais c'est trop tard. Les Algériens résidant en métropole bouclent les élections de 1951. Ils sont le symbole de la contradiction infernale qu'est l'Algérie française : ils viennent d'un pays considéré comme la France, mais sont vus comme des Français de seconde zone.

La solution à ce problème, ils l'ont : le nationalisme. Et lorsque l'insurrection éclate en 1954 dans les Aurès et en Kabylie, sur les 220 000 Algériens vivant en France, plus de 10 000 sont des militants aguerris. C'est énorme. Ce chiffre détruit l'image de l'immigré algérien assommé de travail qui rentre et dort. Ils avaient en réalité «la double vie» : après l'usine, ils allaient, le soir, aux réunions politiques, clandestines, dans les cafés, les hôtels et ailleurs. D'où le couvre-feu imposé par le préfet de police Papon pour défaire les réseaux [et contre lequel riposte l'appel du FLN à manifester le 17 octobre 1961, ndr]. Les Algériens étaient écrasés socialement, mais la seule façon d'être dignes, d'être libres, c'était d'être militants.

**La politisation est massive, mais les luttes intestines terribles...**

Quand la guerre d'indépendance commence, les Algériens en France pensent que le très charismatique Messali Hadj est le grand leader du mouvement nationaliste. Il est le seul qu'ils vénèrent, d'autant plus qu'il a fondé, à Paris, son parti, qui deviendra le MNA [Mouvement national algérien]. Ils ignorent

tout du FLN qui vient de faire ses premiers coups d'éclat, et qui va lutter, en France, pour prendre le pouvoir sur cette immigration algérienne qui s'acquittera de cotisations substantielles, volontairement ou sous la menace – nombre de témoins cités dans l'exposition en parlent. Messali était pour le pluralisme, pour la Constituante. Il estimait que la démocratie ne se négocie pas, et était soutenu par une poignée d'intellectuels français comme Albert Camus, André Breton, les sur-réalistes... Le FLN, lui, était dans une orientation de parti unique, justifiée par le fait que le colonialisme était si puissant qu'il fallait un front unique centralisé. Il avait avec lui une grande partie de l'intelligentsia française, outre d'importants soutiens à l'étranger, à commencer par celui de Nasser.

S'engage alors, dès 1956 en France, une guerre intestine meurtrière que la presse populaire métropolitaine qualifie de «*règlements de comptes*», traités dans les colonnes des faits divers. Elle culmine en octobre 1957 : le FLN assassine à Paris dix responsables du MNA ; le parti de Messali est décapité. En 1961, le FLN compte 130 000 adhérents en France, un nombre phénoménal. Mais cette guerre a fait 4 000 morts algériens dans la seule métropole. Si on ne la connaît pas, on ne peut pas comprendre ce qui se passe après l'indépendance, quand une grande partie des ouvriers algériens reste en France. Or cet épisode fratricide a été longtemps mis sous le boisseau des deux côtés de la Méditerranée.

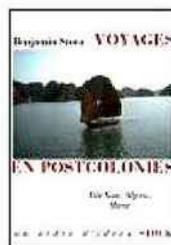
**Pourquoi ce long silence ?**

À l'indépendance, tous les Algériens de France font la fête. Ils partagent cette fierté nationaliste, immense. Ils la transmettront à leurs enfants. Alors, comment leur dire qu'on était pour l'indépendance algérienne, mais pas forcément pour le FLN qui a gagné ? Et pour ceux qui étaient au FLN, comment expliquer cette guerre des frères ? Donc, le silence. D'autant plus épais que le nouveau pouvoir algérien s'efforce d'effacer l'origine du mouvement nationaliste, de faire oublier qu'il était aussi né en France.

Côté français, on omet ces «*règlements de comptes*», de même que la répression de la manifestation d'octobre 1961... La guerre finie, le gouvernement français veut oublier l'Algérie et ces «*événements*» qui se sont soldés par l'exode de près d'un million de pieds-noirs, et toutes sortes de choses pas très glorieuses. Quant à la gauche qui a soutenu les nationalistes, elle tourne la page. L'affaire est réglée, le colonialisme vaincu. On occulte la manifestation d'Algériens d'octobre 61, appelée par le FLN ; on retient – et encore vaguement – celle de février 1962 contre l'OAS

[*Organisation armée secrète, ndr*] qui s'est soldée par huit morts au métro Charonne. Elle entrera dans les mémoires comme une manifestation antifasciste, pas seulement anticolonialiste.

Pour la génération de 68 qui arrive très vite (six ans plus tard à peine !), la référence ne sera pas la guerre d'Algérie, mais la Résistance. Et pourtant, tous les leaders de la gauche avaient vécu de près cette guerre : Michel Rocard, Alain Krivine, Régis Debray... Mais



**VOYAGES EN POSTCOLONIES**  
de **BENJAMIN STORA**  
[Stock] 144 pp., 17 €.

L'avenir était à la révolution sociale, mondiale. Et c'est la révolution qui m'a amené à faire des recherches sur la guerre d'Algérie...

### **Ce n'est pas parce que vous y êtes né que vous travaillez sur ce pays ?**

Non. Ce n'est que dans les années 2000 que je me suis vraiment intéressé aux juifs d'Algérie, dont je suis. En 1974, j'ai 24 ans, je suis étudiant en histoire à Nanterre, militant trotskiste, très engagé à l'OCI, l'Organisation communiste internationaliste de Pierre Lambert. Je veux bâtir le socialisme, mais dans la dissidence, je suis antistalinien. Je cherche un sujet de DEA, et pense aux mouvements révolutionnaires cubain et vietnamien. René Rémond, mon prof, me dit : «*Il y a une autre révolution, ça m'étonne que vous n'y ayez pas pensé : la révolution algérienne.*» Il me recommande à Charles-Robert Ageron, le grand historien de l'Algérie, un libéral, professeur à Tours. Je serai son unique thésard pendant plusieurs années !

Car j'ai une chance formidable : entre-temps, Pierre Lambert m'a présenté à la fille de Messali Hadj. Le leader venait de mourir et elle avait ses mémoires couvrant la période de 1898 à 1939. Elle me les a confiées. J'ai ainsi pu travailler sur le récit de la naissance du mouvement nationaliste algérien dans les années 20-30, en France, puis rencontrer des dissidents du FLN en exil, Aït Ahmed, Bou-diaf, ainsi que Mohammed Harbi, qui travaillait sur l'histoire du FLN. En 1978, j'ai soutenu ma première thèse sur Messali devant des dizaines d'exilés algériens. C'était très émouvant. A cette époque, personne en France ne s'intéressait à la guerre d'Algérie, et encore moins à eux.

### **Quand recommence-t-on à s'en préoccuper, côté français ?**

A partir de la fin des années 80, avec l'arrivée de l'islam politique en Algérie. Le parti unique s'effondre en octobre 1988 après des émeutes, sorte de printemps arabe avant l'heure, concomitantes de la chute du mur de Berlin. Le Front islamique du salut (FIS) monte en puissance, les premières élections multipartites sont interrompues en 1992. Les années 90 sont celles de la «*décennie noire*», la guerre civile algérienne, qui fera 100 000 morts. Il y a alors un basculement en France : l'Algérie revient sur le devant de la scène.

### **C'est à cette époque que vous devenez «le» spécialiste médiatique de l'Algérie ?**

Les journalistes cherchent alors des «*experts*». Or, en 1990, j'avais déjà une quinzaine d'années de recherches sur le sujet, cinq ou six livres à mon actif sur l'Algérie. Et, surtout, un dictionnaire biographique des nationalistes algériens décrivant le parcours de 600 personnalités, dont Abbassi Madani, le leader du FIS. Je pouvais parler de sa matrice politique et culturelle. Je connaissais l'opposition algérienne, toutes ses tendances. J'avais fait bien des allers-retours à Alger. Bref, à 41 ans, je passe pour la première fois à la télé.

### **Depuis, la question de la guerre d'Algérie est revenue crescendo. Pourquoi ?**

La guerre civile algérienne, qui elle aussi ne dit pas son nom et qui apporte son lot d'horreurs, d'affrontements troubles entre militaires et islamistes, réactive le souvenir de la guerre d'Algérie. Elle réveille en France toutes les mémoires refoulées depuis trente ans : celle des pieds-noirs, des harkis, des juifs, des appelés. Elle pose aussi les questions en germe durant la période coloniale, comme la place de l'islam dans la société française. A l'époque des luttes nationalistes, ce qui scandait la fabrication de l'identité, c'était la revendication politique – posée comme constitutive – plus que religieuse. Avec l'effondrement du politique dans les années 90, c'est l'identité religieuse qui devient dominante. Mais ça n'a pas toujours été le cas, il ne faut pas l'oublier.

Ce retour de l'Algérie sur la scène française entre en synergie avec un autre phénomène, celui de la poussée des beurs amorcée dans les années 80. Ils sont nés de l'immigration algérienne, pendant ou juste après la guerre d'indépendance, ils ont une vingtaine d'années, et dénoncent le délit de faciès, revendiquent l'égalité, le respect et le droit à la différence. C'est un choc à l'intérieur de la société française : ils pointent les limites du modèle assimilationniste qui avait bien fonctionné depuis la Révolution française.

Or c'est cette même crise qui était déjà à l'origine de la guerre d'Algérie. Le projet colonial avait puisé sa force dans cette forme d'assimilation : on vient «*apporter la civilisation aux indigènes*». Mais les musulmans

étaient laissés à l'écart, et cela a provoqué l'insurrection. La guerre civile algérienne, la place des beurs, les banlieues, l'islam en France : tout cela entre en résonance à partir des années 90 et fait de l'Algérie, et de son histoire avec la France, un sujet majeur.

### **Pour les historiens aussi ?**

Absolument. C'est alors que naît une nouvelle génération de chercheurs. D'autant qu'en 1992, les archives d'Etat commencent à s'ouvrir en France. S'ensuit une avalanche de récits autobiographiques. Arrive la guerre des mémoires : les acteurs et victimes ne veulent pas mourir sans avoir raconté. Le livre du général français Aussaresses, en 2001, est un choc : pour la première fois, quelqu'un de l'intérieur de l'institution dit «*oui, on a torturé*». La question de la colonisation redevient une ligne de fracture. C'est le moment où l'extrême droite, antigaulliste, ravive un sentiment de revanche : «*Regardez ce qu'ils ont fait de l'Algérie.*»

### **Là-bas, les mémoires se réveillent aussi ?**

Depuis la fin de la «*décennie sanglante*», 250 livres sont sortis en Algérie, des témoignages d'acteurs de la guerre d'indépendance. Aujourd'hui, Messali est de retour dans l'espace public, un aéroport porte son nom, mon livre sur lui a été diffusé en 2000, traduit en arabe. Mais pas celui sur les juifs d'Algérie. A présent, les Algériens réclament des excuses à la France, tout comme les Chinois en demandent aux Japonais, les Vietnamiens aux Américains. Les relations franco-algériennes s'inscrivent dans un mouvement mondialisé de mise en scène de la mémoire de la colonisation.

### **Vous venez de publier *Voyages en postcolonies, une réflexion menée lors de séjours en Algérie, mais aussi au Vietnam et au Maroc. Une façon de prendre de la distance ?***

Tout l'espace colonial m'intéresse depuis ma jeunesse révolutionnaire. Même si je suis toujours rattrapé par l'Algérie : un couple infernal s'est mis en place depuis très longtemps entre la France et ce pays ; il se nourrit de compétitions, haines, rancœurs, passions. Mais en 1995, sans doute parce que je refusais de prendre position entre les islamistes et le pouvoir, j'ai commencé à recevoir des menaces de mort, des petits cercueils en bois avec des versets du Coran, etc. L'Etat français me dit alors qu'il ne peut pas assurer ma sécurité,

me conseille de quitter l'Hexagone.

J'avais traversé des années très dures sur le plan personnel. Il y avait eu, en janvier 1992, le jour de l'annulation du scrutin en Algérie, le décès de ma fille de 12 ans, d'un cancer, après quatre ans de maladie; en 1995, j'avais fait une crise cardiaque. Les menaces continuaient. Je suis parti jusqu'en 2002. Au Vietnam d'abord, au Maroc ensuite. Puis je suis rentré en France, et j'ai fait un long séjour en Algérie. Dans ces trois pays, je me suis interrogé sur les traces de la colonisation. Pas seulement sur le plan historique, mais aussi culturel, architectural, cinématographique, linguistique. Chacun d'eux a gardé des liens très différents avec son passé colonial, et avec la France. Comprendre pourquoi, comment, cela intéresse les historiens. Et aussi les politiques. Si on veut définir une politique étrangère de la France, il est essentiel de connaître la trace qu'elle a déjà laissée.

**François Hollande, qui se rend à Alger début décembre, vous consulte beaucoup sur l'Algérie, le massacre du 17 octobre 1961 à Paris...**

Cinquante ans après l'indépendance, il faut bien sûr avancer sur les questions de mémoire qui encombrant les relations entre les deux pays, et la prise de position de François Hollande sur la répression du 17 octobre 1961 permet d'aller dans ce sens. Il y a beaucoup de dossiers sur la table : immigration, Mali, terrorisme... Mais il s'agira, aussi, de traiter des questions économiques. La position de la France sur le marché algérien est fragile à cause des concurrences asiatique ou américaine. Les déclarations récentes, fracassantes, de la droite française en faveur de la colonisation n'aident pas au développement des relations...

**Vous serez du voyage présidentiel ?**

Je le pense ! ◀

(1) «Algériens en France. 1954-1962: la guerre, l'exil, la vie». Catalogue de l'exposition, dirigé par Benjamin Stora et Linda Amiri, ed. Autrement/CNHI, 224 pp., 30 €. (2) Dont «la Guerre d'Algérie expliquée à tous» au Seuil, 144 pp., 8,10 €.

**VIES D'EXIL, 1954-1962. DES ALGÉRIENS EN FRANCE PENDANT LA GUERRE D'ALGÉRIE** Expo au Palais de la Porte Dorée, 293 avenue Daumesnil, 75012. Jusqu'au 19 mai. [www.histoire-immigration.fr](http://www.histoire-immigration.fr)



Foyer de travailleurs à Puteaux en 1955. PHOTO PIERRE BOULAT COSMOS CNHI



Tous les Algériens de France fêteront l'indépendance, en 1962 (ici dans le bidonville de La Folie à Nanterre). PHOTO MONIQUE HERVO BDIC